

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COCA COLA MIDI SAS

PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES
avenue de Berlin
83870 Signes

Références : D-UD83-2025-0410
Code AIOT : 0006400210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement COCA COLA MIDI SAS implanté 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES, 83870 SIGNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COCA COLA MIDI SAS
- 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83870 SIGNES
- Code AIOT : 0006400210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Avec 230 salariés sur le site, les activités de l'usine Coca-Cola Midi sont principalement la fabrication de concentrés, sous forme liquide ou sous forme de poudres, leur conditionnement et leur stockage avant expédition.

L'activité est composée des phases suivantes :

- Réception et stockage de matières premières liquides et solides ;
- Préparation, dosage et mélange ;
- Conditionnement ;
- Stockage et expédition des produits finis liquides ou solides.

Thème de l'inspection : AN 2025 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exclusion du paramètre « Amiante » dans la stratégie de surveillance dans l'air n'est pas justifiée.

Pour une meilleure compréhension, le POI pourrait utilement préciser la notion de paramètres « exclus » de la stratégie de surveillance.

L'exploitant doit justifier que le nombre de personnes aptes à prendre en charge le déclenchement de la réalisation des premiers prélèvements et le suivi de cette action est suffisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) depuis août 2017. Le POI présenté le jour de l'inspection a été mis à jour le 23/06/2025 afin d'intégrer notamment le plan d'action relatif aux prélèvements environnementaux à réaliser lors d'un accident. À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la version projet de la révision de son POI en date du 14 août 2025 (cf point 2 du présent rapport).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : Coca Cola Compagny dispose d'une étude réalisée par l'organisme APAVE sur la stratégie des prélèvements environnementaux de l'établissement en cas d'accident. Le POI renvoie au rapport n°A534758065.1 du 29/02/2024 issu de cette étude. La liste des produits de décomposition à rechercher en fonction des matrices et de la temporalité de l'événement est clairement justifiée dans ce rapport. Le rapport susvisé mentionne également la réalisation future de travaux visant à désamianter le local magasin, justifiant ainsi que la substance « amiante » n'est pas retenue dans l'étude. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que seuls les joints de 4 portes du local magasin étaient amiantés et que les travaux de désamiantage n'étaient pas programmés. L'exploitant n'a pas pu justifier de l'absence d'impact de la présence d'amiante susvisée sur l'environnement en cas d'incident.

<p>Le POI présenté le jour de l'inspection ne mentionne pas explicitement la liste des substances à rechercher et leurs matrices dans le cas spécifique d'un accident qui surviendrait sur le site de Coca Cola Company.</p> <p>Il est également à noter que la liste des substances à rechercher, le nombre de points de prélèvements et leur localisation mentionnés dans le contrat établi par Bureau Veritas, organisme avec lequel l'exploitant a contractualisé la prestation des prélèvements, est différente de la liste issue de l'étude de l'APAVE précitée sans qu'aucune justification ne soit apportée.</p> <p>Enfin, les entreprises pouvant réaliser, le cas échéant, les prélèvements ou analyses des produits de décomposition non retenus (niveau d'émission faible, modéré et moyen (hors toxiques aigus)) ne sont pas mentionnées dans le POI.</p> <p>Par courriel du 1^{er} août 2025, l'exploitant a transmis un avenant du contrat établi avec Bureau Veritas pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. La stratégie proposée est, pour les différentes matrices et la localisation des points de prélèvements, en adéquation avec les préconisations du rapport APAVE N° A534758065.1 du 29/02/2024 susvisé.</p> <p>La version projet du POI transmise en date du 14 août 2025 mentionne désormais explicitement la liste des substances à rechercher et leurs matrices en cas d'accident. Le POI stipule également que si nécessaire, des analyses de paramètres exclus du rapport de stratégie de prélèvement peuvent être effectuées par le prestataire sélectionné sans précision sur le type de paramètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier qu'en cas d'accident l'amiante présente sur le site ne peut avoir d'incidence sur l'environnement ou intégrer ce paramètre dans sa stratégie de surveillance.</p> <p>Afin de clarifier la procédure des prélèvements environnementaux (fiche Reflex'20), le POI pourrait utilement préciser que les paramètres « exclus » de la stratégie de surveillance sont les paramètres à niveau d'émission faible, modéré et moyen (hors toxiques aigus), mentionnés dans le rapport de stratégie de l'APAVE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux depuis le 1^{er} avril 2025 avec l'organisme Bureau Veritas. Le POI fait bien mention de cette sous-traitance. Les équipements nécessaires à la réalisation des prélèvements dans le milieu sont la propriété de Bureau Veritas Exploitation. La liste des équipements disponibles est mentionnée dans l'avenant "Mise à jour du protocole" n°07977704_Q_2102791-rev1 du 1^{er} août 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire :Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux depuis le 1^{er} avril 2025 avec le Bureau Veritas. Ce contrat prévoit une intervention sous 4 heures à compter de la demande.</p>

<p>Lors de la présente visite, un test téléphonique visant à évaluer la réactivité du prestataire a été réalisé. Ce test a été concluant, le prestataire ayant répondu dès le premier appel.</p> <p>La fiche Reflex'20 de la version projet du POI transmis le 14 août 2025 mentionne que les personnels en charge de contacter Bureau Veritas et d'assurer le suivi de la prestation sont les 2 salariés affectés au service environnement à savoir le responsable QSE et son adjoint.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'en fonctionnement normal a minima une de ces 2 personnes était d'astreinte en dehors des heures ouvrables. Toutefois, les mesures prises pour s'assurer de la disponibilité d'un personnel apte à prendre en charge cette mission en cas par exemple de vacance de poste ou d'arrêt maladie ne sont pas clairement justifiées.</p> <p>Le lien entre la description des « rôles et missions » de la partie 2.2 de la version projet du POI susvisée et des personnels désignés pour prendre en charge la mission, cités dans la fiche reflex'20, n'est pas claire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que le nombre de personnes aptes à prendre en charge le déclenchement de la réalisation des premiers prélèvements et du suivi de cette action est suffisant. La partie « rôles et missions » de la version projet du POI transmise le 14 août 2025 et les personnels désignés pour prendre en charge la mission, cités dans la fiche reflex'20, doivent mis en cohérence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection d'une mise à jour prochaine de l'étude de dangers de l'établissement. Il est rappelé à l'exploitant que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie devra être intégrée à l'étude de dangers révisée.</p> <p>L'inspection a également sollicité l'exploitant afin que l'étude de dangers soit accompagnée d'une note de synthèse concluant sur les modifications de cette étude.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>